

Modèle de contrat de travail à durée indéterminée (CDI)
Article L.121-4

Les parties soussignées:

1. Madame / Monsieur / La Société Ô'LABO
demeurant / établi(e) et ayant son siège social au chemin des portes, 74140 Douvaine,
représenté(e) par
PAYET Celestin & ADJABI MOHAMED.

ci-après désigné(e) „l'employeur“;

et

2. Madame / Monsieur ADJABI MOHAMED demeurant au
13 Route des Repingons, 74140 Messery

ci-après désigné(e) „le / la salarié(e)“;

ont conclu le présent **CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE**.

Article 1^{er}. Date d'entrée de service

La date du début de l'exécution du présent contrat de travail est fixée au
24 avril 2023

Article 2. Période d'essai¹

Le présent contrat de travail prévoit une période d'essai de _____ mois
allant du 24 avril au 24 juin.

Si le contrat n'est pas rompu au plus tard 10 jours avant la fin de la période d'essai
par l'une des deux (2) parties, il est à considérer comme définitif et à durée indéterminée à
partir de la date indiquée d'entrée en service.

¹ Voir article L.121-5 du code du travail

Article 3. Nature de l'emploi occupé et description des fonctions / tâches assignées

Le salarié est engagé en qualité de : Directeur Général. Dans l'exercice de cette fonction, le salarié est amené à:

Polyvalent.

L'employeur se réserve le droit d'affecter le salarié à une autre fonction et ce, selon les besoins de l'employeur et en considération de la formation et des qualifications du salarié.

Article 4. Lieu de travail

Le lieu de travail est 1 Rue des Grands Prés, 74140 Douvaine.

Ou à défaut de lieu de travail fixe ou prédominant: Le salarié sera occupé à divers endroits et plus particulièrement à l'étranger ainsi qu'au siège ou, le cas échéant, au domicile de l'employeur;

L'employeur se réserve toutefois le droit de changer le lieu du travail du salarié sur le territoire de la Haute-Savoie pour les besoins du service. Le salarié accepte une telle modification de son lieu de travail et ne s'oppose pas à une mutation temporaire à l'étranger si les besoins de l'employeur le requièrent.

Article 5. Durée et horaire de travail

La durée de travail est de 35 heures par semaine, réparties sur 5 jours ouvrables.

L'horaire de travail est de 11 à 14 heures et de 18 à 22 heures.

Ou

Les horaires de travail pourront varier en fonction des besoins de service.

Article 6. Salaire [et, le cas échéant, compléments ou accessoires de salaire]

Le salaire initial brut est fixé à 2226.86 €. Il sera payé à la fin du mois, déduction faite des charges sociales et fiscales prévues par la loi.

Article 7. Congé annuel payé

Le salarié a droit à un congé ordinaire de récréation ~~de~~ _____ jours ouvrables par année. Le salarié a droit à un douzième du congé annuel par mois de travail entier.

Article 8. Régime complémentaire de pension

Le salarié bénéficie du régime complémentaire de pension [à contributions définies OU à prestations définies], mis en place par l'employeur et donnant droit à des prestations en matière de retraite, décès, vie, survie et invalidité, tel que décrit dans les règles y relatives.

Article 9. Maladie

Le Salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident est obligé d'en avvertir, personnellement ou par personne interposée, l'employeur dès le premier (1er) jour de son absence en indiquant si possible la durée prévisible de l'absence. Le troisième (3ème) jour de son absence au plus tard, le Salarié est obligé de soumettre à la Société un certificat médical attestant son incapacité de travail et sa durée prévisible.

Article 10. Délais à respecter en cas de rupture du contrat avec préavis

En dehors de l'hypothèse visée à l'article 2 et de celle d'un licenciement pour faute grave, l'employeur ou le salarié qui résilie le contrat de travail doit respecter un délai de préavis.

Celui-ci est en fonction de l'ancienneté de service du salarié et se détermine comme suit:

Ancienneté de service	DÉLAI DE PRÉAVIS	
	Employeur	Salarié
< 5 ans	2 mois	1 mois
entre 5 ans et 10 ans	4 mois	2 mois
> 10 ans	6 mois	3 mois

Article 11. Clauses dérogatoires et/ou supplémentaires

Les parties conviennent des clauses dérogatoires et/ou supplémentaires suivantes:

[Exemples: clause de non-concurrence / clause de confidentialité / clause relative aux communications électroniques]_____.

Le présent contrat de travail est régi par le Code du travail et/ou par les dispositions de la convention collective applicable à l'entreprise.

Fait en double exemplaire et signé à Douvaine le 24 avril 2023

Le/la salarié(e)

L'employeur